

Zeitschrift: Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique
Herausgeber: Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique
Band: 27 (2015)
Heft: 104

Rubrik: Point fort chercheurs en politique!?

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 06.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Plus de mobilité?



Plus de densification?

Davantage de chercheurs dans la politique



Felix Gutzwiller plaide pour une meilleure représentation des chercheurs au Parlement.



Les sciences doivent rester attentives à la dimension politique de leur activité, mais sans se jeter dans le combat politique, estime Urs Hafner.



L'exemple de l'Italie montre combien l'engagement politique des chercheurs est important, relève Mirko Bischofberger.



Agents pathogènes?





«L'agriculture est mieux représentée que la science»

Les chercheurs doivent sortir dans la rue et entrer au Parlement, selon le conseiller aux Etats et médecin Felix Gutzwiller. Mais il leur faut mieux connaître les sensibilités politiques locales. *Propos recueillis par Mirko Bischofberger*

Felix Gutzwiller, pensez-vous que les chercheurs devraient être plus nombreux à s'engager en politique?

Oui. Pour qu'une démocratie fonctionne bien, il est important que tous les secteurs soient représentés en politique. Si je considère aujourd'hui la composition du Parlement, je suis obligé de constater qu'il compte peu de parlementaires ayant une expérience dans la recherche. Pendant plusieurs années, j'ai été le seul membre d'une faculté universitaire au Conseil des Etats!

Comment êtes-vous venu à la politique?

En tant qu'épidémiologiste et médecin spécialiste de la prévention, on est relativement proche des thématiques politiques. En tant que scientifique, je me suis notamment penché à maintes reprises sur l'organisation du système de santé, un sujet politique de taille. Le pas à franchir n'était donc pas aussi grand que pour un chercheur venu de la physique quantique, par exemple.

Quelle est l'importance de la science dans le quotidien politique aujourd'hui?

Elle est majeure. Le politique est de plus en plus souvent confronté à de grandes questions scientifiques. Je pense au climat, à l'énergie, à l'alimentation, aux épidémies et à la santé, pour n'en citer que quelquesunes. La recherche sera donc à l'avenir un sujet politique majeur et un moteur décisif

de la prospérité. Cela donne aussi de l'espace et du potentiel pour l'innovation et le progrès. Et j'ai l'intime conviction que la science fournira, ici également, des réponses, pour autant que le politique offre de bonnes conditions-cadres.

Faudrait-il aussi davantage de chercheurs au Parlement?

On sous-estime souvent l'importance de la présence de chercheurs en politique. Prenons le cas de l'agriculture. Au Parlement, elle est beaucoup mieux représentée que les sciences. Et cela porte des fruits. Le statut dont elle jouit sous la Coupole fédérale est bien plus grand. Pour cette raison, il est essentiel que la science soit également représentée aux Chambres fédérales. Je suis convaincu qu'il existe suffisamment de chercheurs qui seraient prêts à intervenir publiquement. Mais il faut les sensibiliser à cette possibilité. J'estime que le Fonds national suisse pourrait aussi apporter sa contribution, en invitant les membres de son Conseil national de la recherche à s'engager davantage en politique.

Pourquoi n'y a-t-il pas assez de chercheurs actifs en politique aujourd'hui?

La recherche en Suisse est beaucoup plus internationale que par le passé. Une bonne moitié de notre élite scientifique vient, de nos jours, de l'étranger. C'est très bien pour notre compétitivité. Mais il y a aussi des inconvénients. Nombre de chercheurs connaissent trop peu notre système politique. Ils ne comprennent souvent pas qu'au final les décisions sont du ressort du citoyen lambda d'une petite commune qui s'exprime à l'occasion d'une votation. La politique scientifique, comme toutes les politiques, a donc beaucoup à voir avec une compréhension locale des processus démocratiques helvétiques. Sur ce point, les chercheurs ont certainement encore des progrès à faire.

Vous pensez au oui à l'initiative populaire contre l'immigration de masse?

Pas seulement. A l'époque de l'initiative contre le génie génétique, dans les années 1990, nous avions manifesté à Zurich avec le prix Nobel Rolf Zinkernagel, pancartes à la main. Les gens avaient été impressionnés! Quand des personnalités issues de la recherche s'engagent dans un débat politique, c'est important et crédible.



«Une nationalisation de la Suisse en tant qu'espace de recherche constituerait une gigantesque régression!»

Dans le cas de l'initiative contre l'immigration de masse de février dernier, quel a été le rôle de la recherche?

Cette initiative a interpellé la population sur un sujet important qui va bien au-delà de la recherche. Le champ de tension se dessine entre les sensibilités locales et régionales, d'un côté, et l'aspiration à être citoyen du monde, de l'autre. Ainsi s'ouvre une contradiction politique fondamentale entre l'accès aux connaissances au niveau international et un bénéfice purement national.

Quelle est la solution?

C'est une question difficile. Les citoyens devront sans doute s'habituer au fait qu'on ne saurait avoir les deux en même temps. La prospérité d'un pays pauvre en ressources, comme la Suisse, repose sur l'innovation et la recherche. Et celles-ci ont besoin d'une certaine ouverture vers l'extérieur pour vivre. Je pense qu'il est complètement faux d'imaginer que la Suisse puisse se doter d'une innovation locale, au niveau national. C'est précisément pour cette raison que, dans les années à venir, le fait que notre pays soit en mesure ou non d'intégrer l'espace scientifique européen sera décisif. Une nationalisation de la Suisse en tant qu'espace de recherche constituerait une gigantesque régression!

Mais actuellement, au niveau mondial, la Suisse est à la pointe, notamment en termes de brevets et d'innovation.

En effet. Et j'ai l'impression qu'aujourd'hui les jeunes chercheurs ont des visions plus entrepreneuriales qu'avant. Ils sont plus prêts à réfléchir à la réalisation d'idées dont bénéficiera la société, sous forme de spin-offs, notamment. Dans mon environnement, en tout cas, il me semble que c'est ce qui se passe. Un fait très positif, je trouve.

Avez-vous aussi travaillé en indépendant à un moment donné?

Non, c'est un train que j'ai raté (rires). Mais dans ma spécialité, ce n'est pas si simple. J'ai contribué à mettre beaucoup de choses en place dans le domaine non lucratif, en particulier dans le secteur des organisations de santé au niveau des communes.

Observe-t-on de nos jours une tendance plus utilitariste dans la recherche?

Il est essentiel que l'économie et la science collaborent. Mais en aucun cas, évidemment, il ne faut que la première instrumentalise la seconde. Par ailleurs, l'utilité est une notion qui va au-delà de l'économie.

Elle touche aussi les sciences humaines, pour la société civile dans le domaine de l'éthique ou de la philosophie, par exemple. Cet aspect est souvent beaucoup plus significatif que les produits économiques. Il convient de ne pas définir l'utilité de manière trop étroite.

Considère-t-on aussi les choses ainsi au niveau politique?

Je pense que oui. Au sein du Département fédéral qui chapeaute depuis début 2013 l'économie, la formation et la recherche, on semble au clair là-dessus. Je crois qu'on s'accorde aussi sur le fait que, souvent, à l'origine d'innovations économiques, il y a une recherche qui, a priori, ne visait pas d'objectif précis.

Quel est le but d'une recherche sans objectif précis?

(Rires) Dans une de ses pièces de théâtre, Berthold Brecht fait dire à Galilée: «Moi, je soutiens que le seul but de la science consiste à soulager les peines de l'existence humaine.» Dans le contexte de l'ouvrage, je comprends cette phrase comme une conception très pragmatique de la notion d'utilité, avec l'ultimatum d'un objectif final pratique. Mais cela me paraît trop réducteur. La notion d'utilité devrait en effet également inclure tout ce qui est beau, important et éthique. La découverte d'une exoplanète est, elle aussi, susceptible de soulager un peu les peines de l'existence humaine.

Mirko Bischofberger est collaborateur scientifique du président du Conseil national de la recherche du FNS.

Felix Gutzwiller

Felix Gutzwiller est politicien et professeur de médecine. Il a dirigé l'Institut de médecine sociale et préventive de l'Université de Zurich de 1988 à 2013. Élu en 1999 au Conseil national, il siège depuis 2007 au Conseil des Etats et est membre de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture qu'il a présidée en 2012 et 2013.





Une relation difficile

La science est toujours politique.
Mais à côtoyer le pouvoir de trop près, elle risque de mettre en danger son indépendance.

Par Urs Hafner

Une professeure qui combattrait avec véhémence au Parlement l'initiative populaire de l'UDC «Le droit suisse prime sur le droit étranger»? On peut compter sur les doigts d'une main les chercheurs politiquement actifs, et ceux qui s'engagent publiquement sur ces questions ne sont guère plus nombreux. Dans une démocratie libérale, politique et science ne font pas bon ménage, apparemment.

Au XIXe siècle, alors que l'ancienne Confédération se délitait et que le système scientifique moderne balbutiait, les choses étaient différentes. A l'époque, les savants étaient souvent politiciens et inversement. Il suffit de penser à Paul Usteri, démocrate zurichois et cofondateur de l'Académie suisse des sciences naturelles qui fêta son bicentenaire cette année. Botaniste et médecin, il dirigeait aussi la rédaction de la *Neue Zürcher Zeitung*, avec laquelle il menait un infatigable combat pour la liberté de la presse. Mais il siégea également au parlement zurichois pour les libéraux et mourut peu après avoir été élu bourgmestre de Zurich en 1831. Avec la nouvelle académie, il s'engageait pour le progrès des sciences et pour la nation en train de se constituer. Idem pour le Vaudois Frédéric-César de La Harpe, avocat, géographe et historien, qui représenta la Suisse au Congrès de Vienne voilà exactement deux siècles. Science et politique semblaient alors aller de pair.

Serait-il souhaitable que les scientifiques suivent aujourd'hui ces exemples, affichent leur couleur et fassent acte de

candidature à une fonction pour que leurs connaissances scientifiques imprègnent directement la politique? Ou, inversement, pour que la production de connaissances se fasse davantage dans une perspective pratique? Certainement pas. Le sociologue Max Weber avait déjà conclu, au début du XXe siècle, que dans un système parlementaire, science et politique étaient des domaines bien distincts. Ce constat est toujours vrai: les politiciens font pratiquement feu de tout bois pour imposer leur pouvoir et leurs valeurs, alors que les scientifiques ont pour mission de connaître et d'analyser un domaine de manière aussi impartiale que possible. Ils n'ont d'autre engagement que la vérité. Si leurs opinions influencent leurs actes, ce qui est souvent inévitable et parfois même fructueux, ils sont censés s'efforcer de les sublimer ou de les prendre en compte comme conditions épistémologiques.

Mais même si science et politique forment deux systèmes distincts avec leur devise propre (la vérité pour la première, les valeurs pour la seconde), dans une «société du savoir», elles sont plus imbriquées que jamais. Depuis que les sciences existent, l'Etat les met à contribution. Sans les travaux d'historiens patriotes, la nation émergeante n'aurait pas développé de mythologie propre; sans les connaissances d'ingénieurs hydrologues et de géologues engagés dans les académies scientifiques, il n'y aurait pas eu de cartes qui, en plus de faire la joie des randonneurs et de permettre à l'armée de s'orienter, ont encouragé les gens à concevoir leur pays comme un espace.

Succès mesurables

Pour les sciences, cette mise à contribution est un exercice périlleux. Elles sont soutenues par l'Etat, sans lequel elles ne pourraient prospérer, mais doivent veiller sans cesse à préserver leur autonomie. Aujourd'hui, ce qu'on exige d'elles, ce sont des succès mesurables en termes de prix, de publications et de brevets. La société aurait besoin d'un savoir pratique, tel est l'impératif du moment. En tant qu'experts, les chercheurs sont donc aussi amenés à étayer les fondements de certaines décisions politiques, à commenter tous les événements possibles et imaginables et à réaliser des sondages d'opinion. Mais la science est une activité essentiellement critique. Elle ne fournit pas d'emblée des solutions, mais remet en question des routines existantes. Elle est donc fondamentalement non pratique. La science produit de la complexité, elle ne la réduit pas. Elle ne peut que décevoir ceux qui attendent d'elle des solutions faciles à concrétiser. Pourtant, c'est précisément ce que promet la recherche appliquée. Or, la recherche facilement applicable n'est

pas de la recherche. C'est une prestation de service, rappelle le sociologue Peter Schallberger, de la Haute Ecole spécialisée de Saint-Gall.

La recherche est toujours politique, même lorsqu'elle n'en est pas consciente. Elle est en osmose permanente avec le monde, hors de sa tour d'ivoire. C'est ce que montre la «recherche sur les races» menée à Zurich dans la première moitié du XXe siècle et qui a fait école dans le domaine de l'anthropologie biologique. L'historien Paul Germann s'est penché sur cet exemple dans l'ouvrage «Les naturalistes» (voir encadré). Rudolf Martin, qui obtint en 1899 à Zurich la première chaire d'anthropologie de Suisse, et son successeur Otto Schlaginhausen ont été les figures principales de cette discipline. Ils se considéraient tous deux comme des chercheurs en sciences naturelles. Leur objectif était d'établir une systématique scientifique de l'espèce humaine. Leur «Traité d'anthropologie», publié pour la première fois en 1914, et dont la dernière édition date de 1992, était un manuel technique pour mesurer les corps.

Le piège des idéologies politiques

Le plan des anthropologues était simple, mais sa réalisation difficile. Il leur fallait mesurer beaucoup d'êtres humains pour compléter leur savoir sur les «races», dont l'existence leur semblait incontestable. Ils ne s'intéressaient pas qu'au tour du crâne et à la longueur de la cuisse, mais aussi à la couleur de l'anus et des muqueuses génitales. Cette méthode était, selon eux, la seule qui permettait de déterminer sans ambiguïté la couleur de la peau. Evidemment, personne ne se prêtait volontairement à ces méticuleux examens. Tant que les anthropologues pouvaient recourir aux territoires colonisés par les puissances européennes, ils avaient suffisamment d'individus à disposition. Mais avec la décolonisation, ils ont ensuite de plus en plus dû se contenter de recrues suisses.

Les chercheurs étaient convaincus d'agir uniquement en scientifiques et de ne poursuivre aucun autre objectif que la vérité. Ils n'étaient pas conscients (ou ne voulaient pas l'être) du caractère raciste de leur théorie, puisqu'elle impliquait d'évaluer les races, et portait donc atteinte à l'intégrité humaine. L'école de Zurich se définissait comme une institution apolitique. Cela lui permettait de coopérer, depuis la Suisse considérée comme neutre, aussi bien avec des anthropologues allemands qui travaillaient au service du national-socialisme qu'avec des adversaires scientifiques du racisme aryen. Sa réputation est ainsi restée intacte.

L'autonomie scientifique, telle que la définit Max Weber, est toujours précaire. Elle est menacée par le politique et l'économie

qui veulent que les sciences servent leurs objectifs. Cette autonomie doit être protégée. Mais lorsque les sciences s'imaginent que leur autonomie consiste à œuvrer hors de toute influence de la sphère politique, et ne réfléchissent pas à leurs relations en dehors du monde scientifique, elles risquent de tomber dans les pièges des idéologies politiques. Exemples de tels pièges: les concepts de «races» ou de différences entre le genre masculin et féminin que la médecine, au XIXe siècle, s'est attachée à documenter avec précision *in utero* et dans le cerveau.

Attaques des populistes de droite

Une fois dans l'auditoire, notre professeure ne devrait donc pas donner de consignes de vote, mais montrer à ses étudiants que le travail scientifique a toujours une importance politique, explique Caroline Arni, historienne à l'Université de Bâle. Les sciences devraient défendre leur autonomie, tout en réfléchissant à la dimension politique de leur travail, sans se jeter pour autant dans la lutte politique. Dans cette démarche, elles sont soutenues surtout par les Académies suisses des sciences qui se penchent sur ces difficiles relations entre science et société, en tant que think tank et organisation représentatives d'intérêts. Il ne s'agit pas seulement de créer des conditions de travail aussi bonnes que possible pour les sciences et de transmettre une expertise au politique, mais aussi de protéger les sciences des demandes inacceptables du politique et des attaques de leurs adversaires.

Les institutions scientifiques seront peut-être appelées à le faire encore davantage si la pression politique sur les sciences s'intensifie, par exemple par le biais d'attaques contre certains intellectuels indésirables, lancées pour des motifs politiques par des médias de boulevard et des populistes de droite. Si ces organismes ne défendent pas publiquement ceux qui sont agressés, alors ils tolèrent qu'on porte aussi atteinte à leur crédibilité.

Urs Hafner est historien et journaliste scientifique.

Politique et sciences naturelles

Cela fait longtemps que science, politique et économie empruntent des voies parfois étroitement imbriquées. C'est ce qu'il illustre l'ouvrage «Les naturalistes» des historiens Patrick Kupper et Bernhard C. Schär. Ces derniers font œuvre de pionniers, car l'histoire des sciences naturelles en Suisse est encore peu étudiée. Le livre aborde quinze épisodes de cette saga, dès 1800. Il ressort que la Société helvétique des sciences naturelles, l'actuelle Académie des sciences naturelles, n'était pas seulement une organisation scientifique mais aussi une organisation politique, et ce dès sa fondation. C'était l'époque de la Restauration, et les forces réactionnaires dominaient. A la Société helvétique des sciences naturelles, de nombreux groupes se sont formés, dans une réaction patriotique.

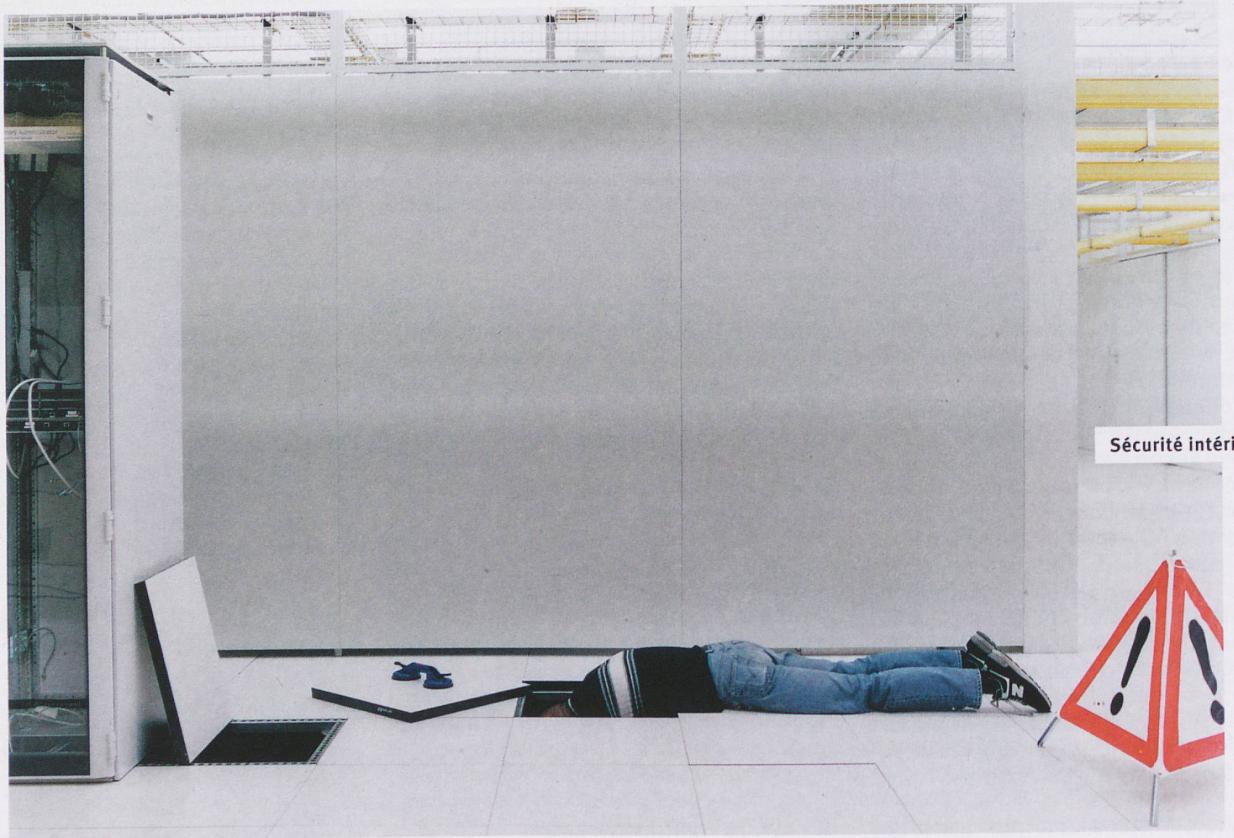
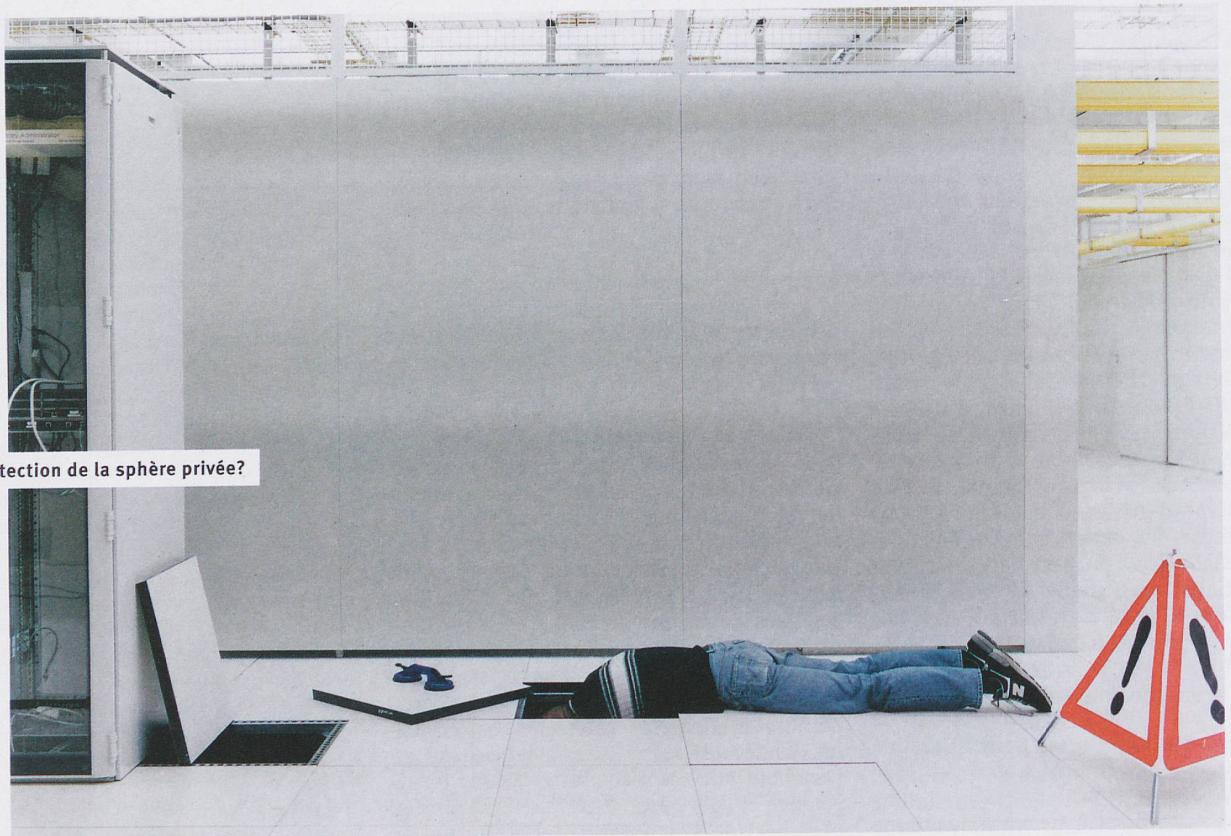
La Société helvétique des sciences naturelles ne tarda pas à nommer des commissions, destinées à répondre à des questions issues du politique. Un exemple précoce est la mise en place, en 1822, d'une commission «d'étude et de comparaison des poids et mesures en Suisse», qui déboucha sur leur unification. Ces commissions ont fourni les bases scientifiques pour la construction d'infrastructures publiques. Les cartes géologiques ont joué un rôle important pour les projets de construction de routes et de chemins de fer, et les recherches météorologiques et hydrologiques ont amélioré les prévisions météo. Elles ont été aussi souvent des précurseurs de l'administration fédérale, par exemple de Swissstop et de MétéoSuisse. La Commission suisse pour la protection de la nature a ouvert la voie à la protection organisée de la nature en Suisse. Elle a fondé le Parc national et, en 1909, la Ligue suisse pour la protection de la nature – l'actuelle Pro Natura – pour assurer son financement.

L'ouvrage paraîtra en mai 2015 en français et en allemand. Il a été initié par l'Académie suisse des sciences naturelles, à l'occasion de son bicentenaire. *mf*

Source

P. Kupper & B. C. Schär (sous la dir.):
Les naturalistes. A la découverte de la Suisse et du monde (1800–2015). Editions Hier und Jetzt, Baden, 2015.

Le programme du bicentenaire de l'Académie suisse des sciences naturelles est disponible sur www.sciencesnaturelles.ch/research_live.





Des chercheurs contre la pseudo-science

Pour contrer les charlatans et leurs thérapies miracles, les scientifiques doivent sortir de leur laboratoire et se battre avec ténacité. Morceaux choisis venus d'Italie. *Par Mirko Bischofberger*

On trouve encore des sceptiques qui remettent en question le lien de cause à effet entre le VIH et le sida, même parmi les scientifiques. C'est d'ailleurs leur bon droit. Mais même cette minorité finit par être peu à peu convaincue, grâce à des études bien menées et des arguments solides. Car dans ce cas comme dans d'autres, le scepticisme repose sur des affirmations qui ne résistent pas à un examen scientifique. Pourtant, il arrive malheureusement partout dans le monde que le public et le politique tombent dans le panneau de fictions bien vendues. Chez nos voisins, en Italie, on assiste ainsi régulièrement à une distorsion de la démarche scientifique, surtout dans le milieu médical. Mais ce pays est aussi un bon exemple pour montrer à quel point il peut être utile et important que des chercheurs s'engagent dans la politique scientifique.

En 1997, par exemple, il était question dans les médias italiens d'un nouveau traitement miracle contre le cancer: la multithérapie de Di Bella, un cocktail de vitamines, de médicaments et d'hormones développé par le Dr Luigi Di Bella, professeur à l'Université de Modène. Pourtant, ce traitement ne reposait sur aucune base scientifique. Il n'avait fait l'objet ni de pu-

blications solides ni d'études cliniques. Mais campagne médiatique et pression du public aidant, plusieurs juges ont fini par ordonner que le traitement soit utilisé dans les centres de santé locaux, et donc accessible à tous. De nombreux patients se sont alors vu administrer cette thérapie malgré ses effets secondaires sérieux. Ce n'est que lorsque des chercheurs reconnus du domaine de l'oncologie se sont engagés dans cette affaire que le ministre de la santé de l'époque a fini par exiger que l'on applique les règles, en procédant à une évaluation clinique.

Autre exemple plus récent, toujours en Italie, dans le domaine de la recherche sur les cellules souches. En 2009 déjà, une organisation douteuse, la Stamina Foundation, proposait un traitement à base de cellules souches. Son fondateur, Davide Vannoni, était psychologue et n'avait aucune publication scientifique à son actif sur les cellules souches. Cela ne l'empêchait pas d'affirmer à ses patients que le fait d'en injecter permettait de soulager, voire de soigner différentes maladies: Parkinson, myodystrophie et amyotrophie spinale. Alors que ni ses bénéfices ni ses risques n'avaient été étudiés, la «méthode Stamina» a réussi à se faire une place dans différents centres de santé. Durant les années suivantes, plusieurs centaines de patients ont été traités avec cette méthode. Davide Vannoni est également impliqué dans la création en Suisse d'une entreprise active dans le domaine des cellules souches (voir encadré).

Non aux traitements miracles

C'est Elena Cattaneo, spécialiste des cellules souches à l'Université de Milan, qui a révélé l'affaire. Avec d'autres collègues, elle a signé des articles dans des quotidiens et des revues spécialisées, thématisé le sujet dans le cadre de conférences, sollicité des politiciens, donné des interviews et cherché l'échange avec des organisations de patients et des hôpitaux, cela avec le soutien du Japonais Shinya Yamanaka, prix Nobel et pionnier dans le domaine des cellules souches. En 2013, le Parlement italien a décidé de tester la méthode dans le cadre d'un essai clinique. La mesure était controversée, car aucune étude n'avait été menée auparavant, alors que, pour pouvoir procéder à un essai clinique, il faut disposer d'études préliminaires, par exemple d'expériences

«La mauvaise science fleurit quand les bons scientifiques ne font rien.»

Elena Cattaneo



Christian Lüscher

sur des souris qui indiquent que le traitement pourrait aussi fonctionner chez l'être humain. D'un autre côté, un essai clinique permettait de démasquer définitivement l'inanité du traitement. L'étude a coûté 3 millions d'euros à l'Etat italien. En mai 2014, la Cour européenne des droits de l'homme a décidé que l'accès à un traitement n'était pas un droit des patients si sa valeur thérapeutique n'était pas prouvée scientifiquement. Le Tribunal constitutionnel italien s'est rallié à ce jugement. A l'avenir, il sera donc possible de couper court aux traitements miracles, comme celui de Di Bella, tant qu'on ne dispose pas de preuves scientifiques.

Le règne de l'arbitraire

Lors de l'attribution de fonds de recherche et de postes scientifiques, l'arbitraire est souvent de mise dans la Péninsule. Roberto Perotti, qui enseigne à l'Université de Columbia, à New York, et à l'Université Bocconi de Milan, a réuni dans un ouvrage de nombreux exemples de népotisme dans le domaine de la recherche en Italie. Une affaire célèbre a impliqué Fabrizia Lapecorella. En 2002, cette économiste a été nommée professeure à l'Université de Bari, alors qu'elle n'avait publié aucun article, ni dans une des 160 principales revues de sa spécialité ni dans les 20 principales revues d'Italie, et qu'elle n'avait collaboré à aucun ouvrage. La candidate devant laquelle Fabrizia Lapecorella s'était imposée avait, elle, fait sa thèse de doctorat à la London School of Economics et publié à dix reprises dans les plus importantes revues du monde. Aujourd'hui, Fabrizia Lapecorella est à la tête du département des finances du gouvernement italien!

Elena Cattaneo, la spécialiste milanaise des cellules souches, a elle aussi directement vécu l'arbitraire de l'attribution de fonds de recherche. En 2009, l'Office national de la santé avait mis au concours des fonds pour la recherche sur les cellules

Elena Cattaneo, chercheuse italienne, spécialiste des cellules souches et sénatrice, condamne la pseudo-science en Italie.

souches. Puis décidé, au dernier moment, d'exclure de l'encouragement les cellules souches embryonnaires humaines, et ce sans motif scientifique apparent. Pour la scientifique, cette mesure a signifié son exclusion complète du processus de candidature. La Stamina Foundation, évoquée plus haut, a en revanche bénéficié durant des années de fonds d'encouragement publics. Elena Cattaneo a déposé plainte pour dénoncer ce fait. Le tribunal n'a pas encore rendu sa décision.

Les exemples cités ici montrent qu'il faut des chercheurs prêts à intervenir publiquement et qui s'engagent au niveau politique en faveur d'une science transparente et fondée sur la preuve. C'est particulièrement évident dans le domaine médical, car, là, la santé des patients est en jeu. Leur engagement peut aussi permettre aux chercheurs d'obtenir des récompenses personnelles. Elena Cattaneo a ainsi été nommée en août 2013 sénatrice à vie par le président italien en raison de son engagement politique, aux côtés du prix Nobel de physique Carlo Rubbia, de l'architecte Renzo Piano et du chef d'orchestre Claudio Abbado. Elle est à présent la plus jeune sénatrice à vie de l'histoire de l'Italie et elle s'engage au Sénat pour que les décisions soient prises sur la base d'évidences scientifiques.

Mirko Bischofberger est collaborateur scientifique du président du Conseil national de la recherche du FNS.

Thérapies à base de cellules souches en Suisse

En Suisse aussi, on propose des traitements sans aucune base scientifique, par exemple des injections de cellules souches qui n'ont jamais été testées, mais dont les promoteurs affirment qu'elles permettent de guérir des maladies neurodégénératives. L'entreprise Beike, de Lugano, proposait ainsi au prix de 50 000 francs suisses un transfert médical en Chine où les patients se faisaient administrer des cellules souches. Toujours au Tessin, l'entreprise Biogenesis Tech formulait les mêmes promesses. Davide Vannoni, qui a déjà créé en Italie la Stamina Foundation, est l'un des cofondateurs de Biogenesis Tech. Selon le registre du commerce, l'entreprise est toujours active.

Sources

E. Cattaneo & G. Corbellini (2014): *Taking a stand against pseudoscience*. *Nature* 510: 333–335.

R. Perotti (2008): *L'università truccata*. Einaudi.

M. Roselli & M. Tagliabue (2014): *Affari staminali*. RSI Falò.



Meilleur filtre solaire?



Risque sanitaire dû aux nanoparticules?